

Il arrivera un jour à Hollande-Valls-Taubira ce qui est arrivé à Morsi et à Ben Ali

Valse à dix sous...

L'évolution du gouvernement de la « normalitude » tourne au grotesque. Par certains côtés, nous pourrions redouter que la France ne soit conduite sur le chemin emprunté par la Tchécoslovaquie post-Dubcek des années 1969-1975, sous la houlette des normalisateurs dirigés depuis Moscou.

Par certains côtés, la « normalitude » de Taubira-Valls ressemble, à s'y méprendre, à la normalisation menée par Vasil Bilak et consorts. J'écris consorts, parce que la mémoire a englouti ces sinistres petits personnages déconsidérant l'idéal socialiste, et que l'Histoire les a mis dans un petit coin sombre d'une de ses nombreuses poubelles.

Scrogneugneu, c'est qui, qui commande ici ? Semble dire Manuel

C'est qui, qui décide, ce qu'on doit penser et pouvoir dire en France ? C'est ainsi que confondant fermeté républicaine et pantalonnade, prétendant avoir le légitime droit régalien de menacer les libertés politiques de base des citoyens se reconnaissant dans la république et l'idée de Patrie, notre Manuel plastronne et ordonne : la DCRI doit surveiller les militaires opposés à la loi sur le « mariage pour tous ». Ce serait, aurait-il dit : « des agités », qui « maniganceraient »... Le style c'est l'homme. Et comme disent les élèves d'école primaire : « **c'est celui qui dit qui est...agité maniganceur, Manuel.** ».

☒ Les mouvements chaotiques de la valse gouvernementale

portent, notre doux Manuel, vers les mesures qui fleurent bon son Bismarck de bazar. Mais ici, il ne s'agit plus de loi contre les socialistes, mais de mesures extra-légales, ou d'interprétations forcées de la loi, pour surveiller et interdire la liberté de pensée des militaires, pour commencer.

Lorsque j'ai adhéré au Parti communiste français, c'était en septembre-octobre 1961, un copain de mon école professionnelle – militant du cercle des JC que nous avons constitué avec une vingtaine d'autres élèves – avait un père infirmier membre de la Garde Républicaine. Ce condisciple me fera découvrir Trotski. Son père était deux fois hérétique : avec un petit groupe de Gardes, il avait formé, dans la caserne, une cellule du PCF qui se réunissait avec force précautions – c'était alors absolument interdit – et, bien que membre du Parti communiste le « *plus stalinien en dehors du PCUS* » (selon le propos de Maurice Thorez), il était abonné à « La Vérité », la revue du PCI (parti communiste internationaliste section de la Quatrième internationale, de la tendance qualifiée par ses adversaires de l'époque de « groupe Lambert »), qui deviendra l'OCI en 1966 et que l'on connaît aujourd'hui sous l'étiquette de « POI ».

En 1961-63, « l'Etat policier » gaulliste surveillait et parfois liquidait les gens de l'OAS. Il cherchait aussi à empêcher de s'organiser, partout où il le pouvait, les communistes de toute obédience, mais, toutefois, avec moins de vigueur qu'il ne mettait à combattre ses adversaires partisans de l'Algérie française.

Notre Manuel se prendrait-il pour Roger Frey ?

Notre Manuel voudrait-il manier la trique, contre des officiers et des officiers supérieurs, parce que leurs fils et filles ont manifesté contre la loi du « mariage pour tous » ?

A partir de 1961, si De Gaulle-Frey, que l'on accusait d'être autoritaires, voire « fascisants », s'étaient ainsi comportés,

s'ils avaient fait surveiller tous les hauts gradés et les gradés dont les fils et filles défilaient avec l'UNEF, voire avec les amis de la « Voix Co » (la voix communiste) et pouvaient pour cela se retrouver en contact avec la fédération de France du FLN et/ou les réseaux Curriel et les porteurs de valises du FLN, il aurait fallu décupler les effectifs de la DCRI de l'époque. Cette mesure aurait provoqué un tollé dans toute la presse. Mais, normalité et normalisation obligent, la presse est devenue muette ou atone et fille aînée de la normalisation.

Ce gouvernement glisse, glisse, glisse...

Il glisse sur une pente dangereuse. Elle le mène tout droit vers son congédiement avant terme. En jouant les matamores, contre les citoyens loyaux –ici les militaires traités *d'agités* – et en étant débonnaires vis-à-vis des incendiaires proches des réseaux français « salafistes » de Mujao, Ansar Din, Boko Haram, Aqmi, il prend le pays à rebrousse-poil.

Les uns ont droit aux menaces et aux condamnations en comparution immédiate, les autres ont droit à la mansuétude idéologisée par une kyrielle de parasites baptisés « sociologues »

Le gouvernement glisse vers ce que nous pourrions appeler un despotisme de la lâcheté, un despotisme de la décomposition politique et morale, un despotisme auprès duquel les *despotismes éclairés* du 18^{ème} siècle font figure de modèle de libéralisme politique et de vertu civique.

Notre Manuel, sa collègue détestant l'esclavage négrier (quand il est transatlantique mais l'ignorant superbement quand il est oriental, une femme de principe, quoi), son chef et Président « normal », croient qu'ils vont *normaliser* la France. Qui sont-ils pour cela ?

Paris n'est pas la Prague de 1968-1969, encore sous le joug

des inspireurs du « coup » du même nom réalisé en 1948.

Notre Manuel, son chef et ses collègues, ne sont-ce pas, avec ces mesures et cet état d'esprit, des grenouilles liberticides, voulant se faire aussi grosses que le bœuf totalitaire staliniste dont on sait dans quelle case de l'Histoire il se trouve : la poubelle !!!!

Où sont leurs « référents », pour organiser les procès truqués ?

Ils peuvent bien faire encore un ou deux, ou trois procès politiques, on peut même venir me chercher, ou me faire convoquer à la police criminelle. C'est vrai, ils peuvent me déférer devant un juge ; mais enfin, croient-ils, ces insensés, qu'ils feront mieux que Morsi ? Qu'ils feront mieux que les « enahdistes », qui sont aujourd'hui confrontés à une Tunisie qui découvre la forme la plus parfaite de l'organisation du mouvement pour la souveraineté du peuple réalisant sa libération, par lui-même et pour lui-même, à savoir : les Soviets.

Les Soviets, oui, les soviets

Oui, en Tunisie, la dictature a produit ce que l'on croyait désormais devenu impossible. L'enahdisme a ramené bien malgré lui les soviets, les comités ou conseils d'élus, regroupant à leurs côtés, pour réfléchir et décider, les syndicats de la puissante UGTT, et tous les groupes politiques opposés à la dictature de la charia ; cette dictature que Valls-Hollande ont déclarée compatible avec la démocratie (drôle de conception de la démocratie pour les Tunisiens, que la démocratie selon Hollande-Valls-Taubira ?).

Il y a deux ans, la chute de Ben Ali ce n'était encore que le 14 juillet 1789 des Tunisiens, un 14 juillet débouchant presque immédiatement sur un « thermidor ». Mais en fin de compte, effectivement quelque chose se passe dans ce que l'on appelle communément et approximativement « le monde arabe ».

Ce sont les ébranlements d'une crise ample et profonde, une crise disloquant de l'intérieur une dictature morale intériorisée, vieille de 14 siècles, qui a enserré et étouffé les sociétés de ce dit monde.

Ici, en France, de curieux personnages – qui sont peut-être prêts à vous jurer sur les mânes de Jean Jaurès et de Clémenceau – veulent faire ployer la société française devant les caprices des tyrans de cités HLM, des disciples de ce que les peuples « arabes » rejettent radicalement, de ce que les Africains rejettent non moins fermement, cela au nom du « *respect des différences* » et d'un « antiracisme » frelaté qui est au combat pour l'égalité politique et morale de tous les humains vivant dans ce pays, ce que la dictature totalitaire de Staline était à l'édification d'une société libre et égalitaire.

Pour donner à croire qu'ils sont des gens de progrès, nos **despotes de la lâcheté** ont fait voter une loi sociétale, qu'ils prétendent imposer comme une sorte de muselière idéologique imposant un point de vue obligatoire.

Croient-ils qu'ils feront mieux que leurs amis « frères musulmans », Morsi, Ennahda, Ansar Din, Mujao, Boko Haram, les Ayatollahs ???

Je ne tomberai pas dans le schématisme de Maurice Thorez appelant en, 1932, en plein reflux du mouvement de la classe ouvrière supportant le poids de la crise de 1929, à former des « **soviets partout** », mais je dirai : en France, face au discrédit croissant des formations politiques et à la faiblesse du mouvement ouvrier syndical, face à l'absence de reconstruction d'une expression politique réelle et sérieuse du mouvement ouvrier, la voie de la restauration démocratique et du progrès social ne doit-elle pas combiner : le Caire, El Krif, Sidi Bouzid, Sousse... pour lui donner sa version française renouant avec les révolutions communales qui ont émaillé toute l'Histoire de la Nation française ?

PS. Les résultats électoraux maliens tombent. On observera la faiblesse des résultats de beaucoup de candidats. Sur 70% de bulletins dépouillés, le candidat venant en tête (IBK) recueillerait 70,18% des suffrages, Madame Haïdara (Chato), seule femme candidate, vient en 5^{ème} position. Rappelons qu'il y a eu 27 candidats.

Les Maliens ont eux aussi, à leur manière propre, recommencé à tisser la toile de la liberté politique, personnelle pas moins que collective, comme outil du progrès, comme instrument historique du développement des forces productives et du bien-être pour tous ?

Le gouvernement français va se gargariser. Il va courir après la victoire malienne. Il va la revendiquer. Il va dire qu'on la lui doit, alors même qu'il n'a pas relevé, avec mépris et indignation, les paroles « antimilitaristes » du 14 juillet tenues par un « compagnon » de ministre, lui-même élu et membre d'un parti de la majorité gouvernementale. On lui devrait pour toujours cette victoire, alors que ses intentions affirmées il n'y a pas longtemps étaient de se retirer militairement du Mali alors que la défaite de la réaction djihadiste n'est pas définitivement assurée (voir rapport Chevènement).

Nous devons rester aux côtés des peuples du Mali, avec des moyens économiques et des moyens militaires. Nous devons prendre notre place aux côtés des nations, égyptienne et tunisienne, qui veulent réaliser, à leur manière, leur 21 août 1792. Non à la tyrannie fanatique, partout, au Caire, à Tunis, à Sousse, à Gao, Tombouctou, Kidal, autant qu'à Damas, Benghazi et qu'à Trappes !